

Le Monde

politique

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DU P.S.

Les députés demandent une meilleure coordination et une information réciproque entre le gouvernement, le parti et le groupe

Les parlementaires socialistes devaient tenir, ce jeudi après-midi 3 septembre, le dernier de leurs quatre réunions de travail — les trois premières avaient eu lieu la veille — et à cette occasion entendre M. Laurent Fabius, ministre du budget, et M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie.

Les discussions, commencées mercredi matin, sur les modalités permettant d'assurer une meilleure coordination entre le gouvernement, le parti et le groupe, ont précédé un débat de politique générale introduit par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. Les députés socialistes sont convaincus que le bureau du groupe assumera le rôle d'« plateforme » vers laquelle aboutiront les informations des éléments de ce « triangle » et qui sera chargée de les réper-

cuter. Pour répondre au même souci d'information, les membres du gouvernement seront plus fréquemment amenés à s'exprimer en réunion de groupe. Enfin, pour illustrer leur volonté de participer à cette tâche, deux groupes de travail ont été créés : l'un sur l'énergie, sous la responsabilité de M. Paul Quilès, député de Paris ; l'autre, sur les nationalisations, sous celle de M. Michel Charzat, également député de Paris.

An cours de cette première journée, M. Hubert Badier, garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté les textes qui viendront en discussion au cours de la session extraordinaire, comme celui abolissant la peine de mort. Il a précisé que l'abrogation de la loi « sécurité et liberté » se fera en deux temps : les dispositions de loi pénale seront abrogées au cours de la prochaine session ordinaire,

compte tenu, d'après M. E. L. d'arriver à faire coexister parti et loi. Les relations entre les éléments de ce « triangle » ont servi de thème à l'exposé de politique générale de M. Lionel Jospin. Pour le premier secrétaire du P.S., « la politique du gouvernement est jugée globalement satisfaisante par l'opinion publique ».

Il a ajouté : « L'une de nos difficultés majeures réside dans le fait de ne pas avoir pu passer des réformes de structures qui figurent au programme du P.S. et le nécessaire de répondre aux problèmes immédiats tels que l'inflation et le chômage. »

Une quinzaine de parlementaires ont participé au débat qui s'est engagé à la suite de ces discours. Tous ont convenu que l'image du président de la République et du gouvernement est bonne : le bloc qu'ils forment est bien vu. Mais, pour M. Charles Josselin (Gironde-Nord), « la volonté et la capacité de la concertation sont bien reçues ».

et celles ayant trait à la procédure pénale au printemps, dans le cadre de la réforme du code de procédure pénale.

M. Gaston Daffre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a déclaré que le principe de la participation à la planification régionale des conseils régionaux, aux avant qui courent le soleil d'un suffrage universel. Pour la présence des syndicats et des associations aux comités économiques et sociaux des régions, le ministre d'Etat a indiqué qu'après concertation avec les intéressés et l'information du groupe socialiste, les décisions seront prises par décret.

M. Georges Sarre (Paris) souligne que « la loi de la gauche est sans doute », que « les organisations syndicales jouent le jeu », mais que « la crise continue et s'approfondit », ce qui nécessite des mesures fortes. M. Yvon Tondou (Mauricie-Nord) rappelle que « le chômage reste la question la plus préoccu-

pante ». Dans ce contexte, M. Josselin assure que le groupe doit être le « gardien du changement » (Le Monde du 3 septembre), et M. Sarre indique qu'il souhaite « le point de passage obligé » entre le parti et l'action gouvernementale.

L'impression que certains ont eu au cours des débats d'une « offensive », du moins d'un désir de se montrer, des réactions n'ont pas manqué. Le sentiment général, résumé en un mot de la majorité militante, est que la discussion engagée entre parlementaires a son prolongement évident dans la préparation du congrès du Val de Saône.

ANNE CHAUSSEBOURG.

LE COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi matin 2 septembre, au château de Marbouillet, sous la présidence de M. François Mitterrand, en présence de tous les membres du gouvernement, l'exception de M. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement, retenu à Paris par les travaux de la conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés. Les travaux du conseil ont été marqués d'un dîner servi, au château, à tous les participants, puis d'un conseil restreint qui a réassemblé autour de M. Mitterrand et Mauroy une quinzaine de ministres et de secrétaires d'Etat. En dehors d'après-midi le communiqué suivant a été diffusé :

● NATIONALISATIONS

Le premier ministre a fait une communication sur l'état des travaux de réforme des lois de nationalisation. Elle a été suivie d'un large échange de vues qui sera poursuivi mercredi après-midi au conseil restreint.

Le conseil des ministres au point de vue des décisions prises :

Le décret de nomination, en tant que directeur de la présidence de la République, de M. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement, a été signé. Les projets de loi de nationalisation des entreprises d'énergie ont été adoptés. Les projets de loi de nationalisation des entreprises de transport ont été adoptés. Les projets de loi de nationalisation des entreprises de services ont été adoptés.

Le conseil des ministres a également adopté les projets de loi de nationalisation des entreprises de services. Les projets de loi de nationalisation des entreprises de services ont été adoptés. Les projets de loi de nationalisation des entreprises de services ont été adoptés. Les projets de loi de nationalisation des entreprises de services ont été adoptés.

Le conseil des ministres a également adopté les projets de loi de nationalisation des entreprises de services. Les projets de loi de nationalisation des entreprises de services ont été adoptés. Les projets de loi de nationalisation des entreprises de services ont été adoptés.

● CONSEILS RÉGIONAUX

Sur proposition de M. d'Etat, ministre de l'intérieur, et de la décentralisation, le conseil a adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi matin 2 septembre, au château de Marbouillet, sous la présidence de M. François Mitterrand, en présence de tous les membres du gouvernement, l'exception de M. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement, retenu à Paris par les travaux de la conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation. Le conseil a également adopté les dispositions de loi de décentralisation.

Galeries Lafayette

La presse, écrite et parlée, s'est fait l'écho d'informations selon lesquelles les prix des fournitures scolaires en 1981 seraient sensiblement plus élevés qu'en 1980. Les Galeries Lafayette communiquent leurs prix 1981. A vous de juger !

240 copies doubles, 70 g	4,53F	Pochette 4 bic cristal	2,15F
300 feuillets perforés, 70 g	5,35F	Style plume stypan	4,00F
10 cahiers brouillon, 60 g	7,75F	+ 6 cartouches	3,00F
l'unité	0,80F	Pot de colle blanche	2,00F
Cahier de travaux pratiques, 70 g	1,94F	Roller adhésif 19 mm x 3 m avec dévidoir	3,00F
Cahier de textes, 140 pages	2,41F	Trousse P.V.C. garnie 22 pièces	35,00F
Prob-écabier toisé, 10 colonnes	0,60F	Boîte de peinture 12 pots x 1 lino Leifran-Bourgeois	8,50F
Classeurs, 5 colonnes	3,00F	Gibecière 38 cm P.V.C. garnie	39,00F
Ardoise matricelle, cadre bois	4,00F	La même, 44 cm	52,50F
20 cartouches d'encre	2,00F	Sac à dos toile fantaisie	37,50F
Stylo-bille automatique 4 couleurs	4,00F		

السلامة

POINT DE VUE

Les cent jours de l'ex-majorité

III. — Ce qu'il faut faire

par JEAN-FRANÇOIS DENIAU

An terme de sa réflexion sur les mutations politiques engendrées par l'élection présidentielle et par les élections législatives (« Le Monde » des 2 et 3 septembre), M. Jean-François Deniau, ancien ministre, qui fut le principal responsable de la campagne de M. Chirac à l'été 1978, évoque les devoirs de la nouvelle opposition, puis les chances et les obligations du centre.

Les Français sont convaincus qu'ils ont mis en place un pouvoir social-démocrate qui saura changer sans risque qui est leur souhait, quel qu'il soit, en regardant l'opposition, puis les chances et les obligations du centre.

L'organisation de l'opposition

Ne pouvons-nous pas en dire plus sur la tâche de l'opposition pour comprendre et agir ? Le parti socialiste a-t-il fait au moins pour cinq ans ? Il faut en dire plus sur la tâche de l'opposition pour comprendre et agir ? Le parti socialiste a-t-il fait au moins pour cinq ans ?

« Notre système politique », dit le parti socialiste, « est un système à deux vagues. La première vague est celle du pouvoir, la seconde est celle de l'opposition. C'est pourquoi, pour que le système fonctionne, il faut que l'opposition soit forte et organisée. »

« Notre système politique », dit le parti socialiste, « est un système à deux vagues. La première vague est celle du pouvoir, la seconde est celle de l'opposition. C'est pourquoi, pour que le système fonctionne, il faut que l'opposition soit forte et organisée. »

« Notre système politique », dit le parti socialiste, « est un système à deux vagues. La première vague est celle du pouvoir, la seconde est celle de l'opposition. C'est pourquoi, pour que le système fonctionne, il faut que l'opposition soit forte et organisée. »

« Notre système politique », dit le parti socialiste, « est un système à deux vagues. La première vague est celle du pouvoir, la seconde est celle de l'opposition. C'est pourquoi, pour que le système fonctionne, il faut que l'opposition soit forte et organisée. »

« Notre système politique », dit le parti socialiste, « est un système à deux vagues. La première vague est celle du pouvoir, la seconde est celle de l'opposition. C'est pourquoi, pour que le système fonctionne, il faut que l'opposition soit forte et organisée. »

Le renouveau du centre

Le politique est un échange mathématique, qui a ses lois, ses règles, ses contraintes. C'est pourquoi, pour que le système fonctionne, il faut que l'opposition soit forte et organisée.

Le politique est un échange mathématique, qui a ses lois, ses règles, ses contraintes. C'est pourquoi, pour que le système fonctionne, il faut que l'opposition soit forte et organisée.

Le politique est un échange mathématique, qui a ses lois, ses règles, ses contraintes. C'est pourquoi, pour que le système fonctionne, il faut que l'opposition soit forte et organisée.

Le politique est un échange mathématique, qui a ses lois, ses règles, ses contraintes. C'est pourquoi, pour que le système fonctionne, il faut que l'opposition soit forte et organisée.

Le politique est un échange mathématique, qui a ses lois, ses règles, ses contraintes. C'est pourquoi, pour que le système fonctionne, il faut que l'opposition soit forte et organisée.

Le politique est un échange mathématique, qui a ses lois, ses règles, ses contraintes. C'est pourquoi, pour que le système fonctionne, il faut que l'opposition soit forte et organisée.

NIVEAU BAC (ou plus)
Par une formation intensive à plein temps de 300 heures de cours intensifs sur 12 semaines, vous pouvez obtenir le niveau BAC en 12 semaines.
PROGRAMMEURS-ANALYSTES
Toute d'actualité professionnelle.
Institut du groupe
Sond
Premier spécialiste français de l'analyse de données.
Renseignements et inscriptions : 01.55.42.42.
11 rue de la République, 92100 Nanterre.
32 rue de la République 75008 Paris.

des femmes en mouvement hebdo
un numéro exceptionnel
corps sports santé
en kiosque jusqu'au 11 septembre
abonnons-nous !
Je désire recevoir Des femmes en mouvement hebdo.
☐ 1 an pour 315 F au lieu de 416 F
☐ 6 mois pour 170 F au lieu de 208 F
☐ Je m'abonne et souscris (500F pour un an)
NOM _____ Prénom _____
N° _____ RUE _____
Code postal _____ Ville _____
Pays _____ Tél. _____
Joindre un chèque ou un mandat à l'ordre de :
Des femmes en mouvement hebdo
70 rue des Saints Pères 75007 Paris
CCP 23 011 17 Paris

des femmes en mouvement hebdo
un numéro exceptionnel
corps sports santé
en kiosque jusqu'au 11 septembre
abonnons-nous !
Je désire recevoir Des femmes en mouvement hebdo.
☐ 1 an pour 315 F au lieu de 416 F
☐ 6 mois pour 170 F au lieu de 208 F
☐ Je m'abonne et souscris (500F pour un an)
NOM _____ Prénom _____
N° _____ RUE _____
Code postal _____ Ville _____
Pays _____ Tél. _____
Joindre un chèque ou un mandat à l'ordre de :
Des femmes en mouvement hebdo
70 rue des Saints Pères 75007 Paris
CCP 23 011 17 Paris

des femmes en mouvement hebdo
un numéro exceptionnel
corps sports santé
en kiosque jusqu'au 11 septembre
abonnons-nous !
Je désire recevoir Des femmes en mouvement hebdo.
☐ 1 an pour 315 F au lieu de 416 F
☐ 6 mois pour 170 F au lieu de 208 F
☐ Je m'abonne et souscris (500F pour un an)
NOM _____ Prénom _____
N° _____ RUE _____
Code postal _____ Ville _____
Pays _____ Tél. _____
Joindre un chèque ou un mandat à l'ordre de :
Des femmes en mouvement hebdo
70 rue des Saints Pères 75007 Paris
CCP 23 011 17 Paris

des femmes en mouvement hebdo
un numéro exceptionnel
corps sports santé
en kiosque jusqu'au 11 septembre
abonnons-nous !
Je désire recevoir Des femmes en mouvement hebdo.
☐ 1 an pour 315 F au lieu de 416 F
☐ 6 mois pour 170 F au lieu de 208 F
☐ Je m'abonne et souscris (500F pour un an)
NOM _____ Prénom _____
N° _____ RUE _____
Code postal _____ Ville _____
Pays _____ Tél. _____
Joindre un chèque ou un mandat à l'ordre de :
Des femmes en mouvement hebdo
70 rue des Saints Pères 75007 Paris
CCP 23 011 17 Paris

des femmes en mouvement hebdo
un numéro exceptionnel
corps sports santé
en kiosque jusqu'au 11 septembre
abonnons-nous !
Je désire recevoir Des femmes en mouvement hebdo.
☐ 1 an pour 315 F au lieu de 416 F
☐ 6 mois pour 170 F au lieu de 208 F
☐ Je m'abonne et souscris (500F pour un an)
NOM _____ Prénom _____
N° _____ RUE _____
Code postal _____ Ville _____
Pays _____ Tél. _____
Joindre un chèque ou un mandat à l'ordre de :
Des femmes en mouvement hebdo
70 rue des Saints Pères 75007 Paris
CCP 23 011 17 Paris

Guides sans frontières

● **RECTIFICATIF.** — L'adresse de l'Association internationale d'études médico-psychologiques et religieuses (A.I.E.M.P.R.) (*le Monde* daté 3 septembre) est : 20/4, rue de la Cambre 1200 Bruxelles, Belgique.

L'art de faire parler les meubles

J'ai soigné la composition des
décaosants et des neurones J'ai
lenté on découvre un traître dans
du bois de rose, j'ai lait un
« rempli-ciré » à la marine et
réussi un « bouchage-porage »
su tampon à vernir...

GERSAINT.
IPA, 8, rue Pierre-et-Victor-
Buland, 17280 Royan. Tél. (46)
85-46-99. Prix du stage : 2 000 F.
Gratuit pour les handicapés.

05-46-99. Prix du stage : 2 000 F.
Gratuit pour les handicapés.

SITUATION LE 03.09.81 A 0 h G.M.T.

PROCHAIN TIRAGE TRANCHE DE SEPTEMBRE 01		
LE 5 SEPTEMBRE 1981 A CHALONS-SUR-		
LOTO TIRAGE N° 35	11 13 20	N°
PROCHAIN TIRAGE LE 8 SEPTEMBRE 1981 VALIDATION JU		

PROCHAIN TIRAGE LE 8 SEPTEMBRE 1981 VALIDATION JU

LES CORRÉS

800	7052
900	7305
050	7350
000	7503
080	7530

STLX Payroll Times

STIX Publisher: Atlas

PROBLEME N° 3009

1	2	3	4	5	6	7	8	9	L. A.
---	---	---	---	---	---	---	---	---	-------

PROCHAIN TIRAGE TRANCHE DE SEPTEMBRE 01		
LE 5 SEPTEMBRE 1981 A CHALONS-SUR-		
LOTO TIRAGE N° 35	11 13 20	N°
PROCHAIN TIRAGE LE 8 SEPTEMBRE 1981 VALIDATION JU		

PROCHAIN TIRAGE LE 8 SEPTEMBRE 1981 VALIDATION JU

SAMEDI 5 SEPTEMBRE
à Chateau de Malmaison à 15 h.

3075	2 000 000	20 800
3507	5 000	1 000
3570	8 080	1 080
3705	8 080	1 000
3780	5 050	1 080

Prochain Assemblée : le 16 septembre 1981 à ARTILX (Puy-de-Dôme)

	3780	5 050	3 080.
Prochain Arlequin : le 16 septembre 1983 à ASTIX (Pyrénées)			

TRANCHE DES

LOTO	11	13	20	
TIRAGE N° 35				N°
PROCHAIN TIRAGE LE 8 SEPTEMBRE 1981 VALIDATION JU				
LOTERIE NATIONALE - TIRAGE N° 56 OU 2				

LOTÉRIE NATIONALE - TIRAGE N° 56 DU 2

Frais et marges	Les sommes à payer sont indiquées tous ces
-----------------	--

3070	8 080	1 000
3080	5 090	1 080

Prochain Arlequin : le 16 septembre 1981 à ARTUX (Pyrénées)

LOTÉRIE NATIONALE - TIRAGE DE L'ARLEQUIN

LOTÉRIE NATIONALE • TIRAGE DE L'AFLEOUDIN

ARLEQUIN		RESULTATS
Préfecture et mandats		Les numéros à grayer sont indiqués avec une croix
0	Tout les chiffres sont à grayer	
91	Tout les chiffres sont à grayer	
Nombres gagnants aux tirages de		
791	0778 1178 2728 3178 4778 6178 7178 0778 1178 2178 3178 4778 6178 7178 0778 1718 2718 3718 4718 6718 7178 0778 1781 2781 3781 4781 6781 7178 0817 1817 2817 3817 4817 6817 7178 0871 1871 2871 3871 4871 6871 7178	
976	0578 1578 2578 3578 4578 5578 6578 0587 1587 2587 3587 4587 5587 6587 0728 1728 2728 3728 4728 5728 6728 0786 1786 2786 3786 4786 5786 6786 0876 1876 2876 3876 4876 5876 6786 0876 1876 2876 3876 4876 5876 6786	
Nombres gagnants		Statistiques à grayer
N°		N°
0057		5 000 F.
0078		5 000 F.
0087		5 000 F.
0578		5 000 F.
0728		5 000 F.
0786		5 000 F.
0876		5 000 F.
3075	2 000 000 F.	30 000 F.
3087	5 000 F.	1 000 F.
3570	5 000 F.	1 000 F.
3586	5 000 F.	1 000 F.
3596	5 000 F.	1 000 F.

Préfecture, Indes, le 16 septembre 1981. 1^{er} & 2nd ARLEQUIN Syndicat

LOTÉRIE NATIONALES - TRINGE DE L'ARLEQUIN

LA PENSÉE

poètes du temps présent

Jean-Claude MOULARD
« HEURES CLOSSES »
125 pages, 25 F. B.T.

Franck PINEL
« MESSIDOR »
112 pages, 20 F. B.T.

NGONDA BEMPU MOYLA
« APPEL ET MÉDITATION D'AFRIQUE »
112 pages, 24 F. B.T.

René LE BEC
« ÉCUMES DU LITTORAL BRETON »
75 pages, 27 F. B.T.

Paul GAGNON
« SUR LA ROUTE D'UN IDEAL »
48 pages, 22 F. B.T.

Robert BERNIER LEVALOIS
« DU VENT DANS LES NEURONES »
48 pages, 22 F. B.T.

Yves CHRISTIAENS
« LE CHANT DES COURÈRES »
27 pages, 15 F. B.T.

Christian DESTAIN
« LE VOL DE OMBRES »
144 pages, 33 F. B.T.

Philippe LAMOTTE
« FEUX ET FLOCONS D'ÉCUME »
208 pages, 45 F. B.T.

Cl. LEMAYE
UN AMOUR SANS ESPOIR
144 pages, 33 F. B.T.

Jean-Claude PALISSER
LES FRUITS DU VOYAGE
170 pages, 35 F. B.T.

Marie-Martine LAURENS
LANGAGE EMOTIONNEL
125 pages, 26 F. B.T.

Bernard PERRIER
DANS LA GLACE BRISÉE
128 pages, 27 F. B.T.

Hervé LEVY
« ESSAIS D'ESSAI »
64 pages, 28 F. B.T.

Simone PEYRU
« POÈMES DU PATRIMOINE »
80 pages, 30 F. B.T.

Thérèse AGERINI
« IDEAL MON AMOUR »
64 pages, 27 F. B.T.

Chantal PINEAU
« A. COMME AMOUR ET AMITIÉ »
50 pages, 25 F. B.T.

Jean-René CESSINAG
« LES SIGNATURES DU TEMPS »
48 pages, 22 F. B.T.

Jean-François DETURCHE
« LE CHOCARD »
128 pages, 27 F. B.T.

Maurice ODELLA
« ROCK N'ROLL ROYCE »
240 pages, 55 F. B.T.

Anne VAUDREUIL
« LE CHEMIN SOUS LA LUNE »
112 pages, 26 F. B.T.

François LÉSCAN
« SPLEEN ET IDEAL »
112 pages, 26 F. B.T.

Chantal DANIGOU
« LA CENDRIÈRE »
80 pages, 30 F. B.T.

Lynda KHEBTANI
« UNE LARME ET UNE ROSE »
48 pages, 22 F. B.T.

Maryvonne BREUIL
« VOYAGE DANS LA SOLITUDE »
112 pages, 26 F. B.T.

Christine MEUNIER
« GRAINES D'ESPOIR »
68 pages, 27 F. B.T.

Adolphe LADAME
« ANTIDOTES »
56 pages, 24 F. B.T.

Renée COMPANJOLLE
« L'ÉCHEVEAU DE VIE »
68 pages, 24 F. B.T.

Gabriel SCARL
« PENSEES BORIENNES »
48 pages, 22 F. B.T.

Danielle MATOUG
« PORMES CASH IN FRENCH »
144 pages, 33 F. B.T.

Kenny ABRAHAM
« LE REPLET DES LARMES »
104 pages, 22 F. B.T.

Louis SOZZI
« RÉVERIES NOCTURNES »
104 pages, 22 F. B.T.

Maryline ADDY
« DEDICACE SENTIMENTALE »
144 pages, 33 F. B.T.

Jean-Patrick BONNET
« MA PLUS GRANDE JOIE »
56 pages, 24 F. B.T.

Emmanuel DELAVY
« COLCHICOUS SANGUINS »
48 pages, 22 F. B.T.

Nathanaël DELESTAIN
« AUX LUEURS DE L'ÉTERNITÉ »
128 pages, 27 F. B.T.

André CHEVALIER
« A L'AUBE DES MÉMOIRES »
112 pages, 26 F. B.T.

Joëlle MENARD
« LETTRE OUVERTE A LA FEMME ÉTRANGE »
80 pages, 30 F. B.T.

Lucette RIVET
« CONFIDENCES »
64 pages, 28 F. B.T.

DENIZLUS
« SUPREME HOMMAGE A LUIS MARIANO »
112 pages, 26 F. B.T.

Éric HERVIEU-DEMORY
« FACULE DE NACRE »
112 pages, 26 F. B.T.

Marie-Eliane DELACROIX
« MA PASSION »
64 pages, 28 F. B.T.

Christiane JEULIN
« GYPSY LA LUNE »
56 pages, 24 F. B.T.

Danielle AUVRAY
« SUBSTANCES »
104 pages, 22 F. B.T.

Chantal BRUN
« LES REGARDS DE L'ABSENCE »
104 pages, 22 F. B.T.

MOUMBEAMBE MBENIMBONGO
« BRUITS DE MARS »
48 pages, 22 F. B.T.

Anne GRIVEAU-LATTAUD
« CIRRO-STRATUS »
48 pages, 22 F. B.T.

Madeline DETTORI
« MA PIERRE D'ANGLE »
112 pages, 26 F. B.T.

Justin BUATHIER
« LES LÈVRES SONT OUVERTES SUR L'EAU »
112 pages, 26 F. B.T.

suivi de
« EFFLORESCENCES »
128 pages, 27 F. B.T.

Florence CLEMENT
« LE MEMORIAL DES SOUVENIRS »
48 pages, 22 F. B.T.

Catherine LESBOULEUX
« LES SOMNOLENCES »
112 pages, 26 F. B.T.

Georges BOURCIER
« POÈMES DE JEUNESSE »
140 pages, 30 F. B.T.

Marie-Paule LUCCHINI
« SYMPHONIE POUR UNE LIBERTÉ »
112 pages, 26 F. B.T.

Alain BLANCHET
« REGRETS »
94 pages, 22 F. B.T.

Daniel GROLLEAU
« VERONIQUE »
80 pages, 30 F. B.T.

Anne SALLIES
« PRELUDES »
48 pages, 22 F. B.T.

Olivier SARAZIN
« LA MER DE LARMES »
56 pages, 24 F. B.T.

Patricia MERUCCI
« DIALOGUES EN PRIVÉ »
48 pages, 22 F. B.T.

Henry de CERNY
« POÈTES EN VOYAGE »
208 pages, 45 F. B.T.

Jacques LAGARRIE
« INCERTITUDE DU LENDEMAIN »
120 pages, 26 F. B.T.

Olivier CURDIM
« COULEUR CAMELON »
12 pages, 5 F. B.T.

Olgo DO RIBEIRO CEBOLA
« DE MOTS EN MOTS »
48 pages, 22 F. B.T.

Souza DOS SANTOS
« ANNEES DE GYFSE »
80 pages, 30 F. B.T.

Edouardo G. GALLARZA
« LA BELLE OUBLIEUSE DANS LE BALLON CAPTIF »
128 pages, 27 F. B.T.

Guillaume HENRY
« LA FUITE DU TEMPS »
48 pages, 22 F. B.T.

Jean-Luc FAVRE
« DES PHRASES EN LARMES »
112 pages, 26 F. B.T.

Claude LION
« EMOIS »
128 pages, 27 F. B.T.

Tony RALSON
« POÉSIES ET REFLEXION »
64 pages, 28 F. B.T.

HOAC RETHMA
« POUR TOI »
104 pages, 22 F. B.T.

GUY
« NOIR VITRIOL ET VERT ACIDE »
104 pages, 22 F. B.T.

Nathalie REINS
« AUBA DES AMES PERDUES »
56 pages, 24 F. B.T.

Thierry CASTE
« CHANSONS QUI CHERCHENT UN AIR »
144 pages, 33 F. B.T.

Pierre JOURDAVILL
« PAYAGES INTÉRIEURS »
64 pages, 28 F. B.T.

Mauricette MIGNONNET
« MON REMÈDE »
80 pages, 30 F. B.T.

Dominique POCHON
« CIGATRICES »
68 pages, 27 F. B.T.

Alain BEURRIER
« LA CORDE D'ARGENT »
64 pages, 28 F. B.T.

André MOREAU
« OUI A TOUT, NON AU RESTE »
68 pages, 27 F. B.T.

théâtre

Bernard FRIPIAT
et
Jean-François LAHAUT
« VENEZ-VOIR LA MORT D'UN HOMME »
Faiblesse et lâcheté des hommes
88 pages, 24 F. B.T.

Eliot SION
« DOM JUAN OU LA GENESE »
Pour débiter Dieu
88 pages, 24 F. B.T.

Fernand THÉRIER
« ELECTRE »
Destin, passion, justice et mort
96 pages, 26 F. B.T.

Jean-Bénédict WERNER
« NOBLESSE ET SOLITUDE »
Les héros sont solitaires
180 pages, 40 F. B.T.

Alexandre PASTOR
« GODOT EST ARRIVÉ »
Le premier d'un trépas
112 pages, 26 F. B.T.

Lucien PICARD
« LE PRINCE PHILOSOPHE »
Une expression cynique, poignante et décapante
208 pages, 45 F. B.T.

recits

Pierre LAHANQUE
« TA PATTE BLANCHE ! »
Des furets et des bêtes
100 pages, 22 F. B.T.

Roger MASTIAS
« LA MONARCHIE DES HABSBOURG »
Rendez-vous aux enfers
96 pages, 24 F. B.T.

Minelle TARDY
« MON CŒUR EST NOIR »
Une blanche parole des Nuits
208 pages, 45 F. B.T.

Henry HIRSCH
« LA VIE DERRIÈRE SOI »
La parole... ou s'y retourne jamais...
et pourtant, parfois...
208 pages, 45 F. B.T.

André DES CHAINTRES
« L'ÉTERNITÉ COMME LA MER »
La recherche de l'éternité
224 pages, 48 F. B.T.

Charles NÉRY
« UNE FLAMBE DE SOUVENIRS »
Sous les flammes, le passé
180 pages, 40 F. B.T.

Ginette CLEMENT
« L'AVENTURIER AU CŒUR D'OR »
Un bel aventurier
208 pages, 45 F. B.T.

Gert ARNOLDSEN
« SILENCE, ON TUE »
avec une préface du regretté R.P. Roger Braun
Un récit poignant
208 pages, 45 F. B.T.

Léon-Camille MAITRE
« L'ONCLE EDGAR »
La page du roman
224 pages, 48 F. B.T.

Roger ADENOT
« LA FOLIE DES FOLIES »
Souvenirs de soldat
80 pages, 30 F. B.T.

René CARNET
« LA ROUTE DE L'ESCLAVAGE »
Un roman de guerre et d'amour
192 pages, 42 F. B.T.

Gérard QUENTIN
« DE L'OR EN BAR »
Un défilé de porcelaines
208 pages, 45 F. B.T.

Hubert MARVILLE
« FUMÉES ET CENDRES »
Une réalité poignante
128 pages, 27 F. B.T.

مكتبة الامم المتحدة

محکمان الاعمال

UNIVERSELLE

essais

- Anna-Marie ROMANET
« LES FLAMBEAUX DE LA SAGESSE »
« LES SENTIERS DE LA SÉRÉNITÉ »
Retrouver les vraies doctrines
100 pages, 25 F. H.T.
Albert MAULIER
« HEUR ET MALHEUR D'UN ENFANT DE FAMILLE NOMBREUSE 1925 »
De la philosophie quotidienne
180 pages, 25 F. H.T.
Hans KUHL
« LA LOBOTOMIE ROUGE »
Maladie des hommes
120 pages, 25 F. H.T.
Thierry FERAL
« LE COMBAT HITLARIEN »
Une analyse lucide des terribles événements
140 pages, 25 F. H.T.
Cyprien VENECIEN
« JEAN RACINE ET LE PROCÈS DE LA CULPABILITÉ »
La haute classe Racine
200 pages, 30 F. H.T.
Dominique C. VIESCOU
« LE MOITEUR DE L'ÉVOLUTION »
Une histoire de la vie
180 pages, 25 F. H.T.
« PLANTEURS EN INDOCHINE FRANÇAISE »
Un roman écrit et publié
120 pages, 25 F. H.T.
Raph. BRUN
« LA CHAUSSEE JULES CÉSAR »
Le chemin de l'histoire
180 pages, 25 F. H.T.
Dante CAMURI
« LE LIVRE DES ROIS »
Du 11^e au 14^e siècle
200 pages, 25 F. H.T.
« BONSOIR MONSIEUR LE PRÉSIDENT »
Châteaux, sélections, injustices
A qui la faute ?
200 pages, 25 F. H.T.

- Marianne VALÉRY
« LE JOURNAL D'UNE ELVE INFIRMIÈRE À UNE GRANDE DAME »
Le jour véritable de la souffrance humaine
110 pages, 25 F. H.T.
Blatrice KASARIAN-BRICOUT
« LA SOCIÉTÉ ARMÉNIENNE AU XIX^e SIÈCLE »
L'histoire retrouvée d'un grand peuple
270 pages, 30 F. H.T.
Armand MAURIN
« KHENCHELA »
Prose, lucidité et amour
200 pages, 25 F. H.T.
Marie-José BRUNET
« L'AUBE SANGLANTE DE MONTROUGE »
A la recherche d'une famille
200 pages, 25 F. H.T.
Joffrey de CERNAC
« QUAND LES CORBEAUX CROASSENT »
Pour crier à l'annihilation
200 pages, 25 F. H.T.
Anne CHALDI
« MESS ANNÉES TENDRES »
Une jeunesse oubliée
90 pages, 25 F. H.T.
« LES TRAVAUX ET LES MOIS »
Le cycle annuel de la vie
200 pages, 25 F. H.T.
Jacques MEYRETT
« TREKKING AUTOUR DE L'ÉVANGILE »
Aider les hommes
120 pages, 25 F. H.T.
Gaston CALBAIRAC
« L'ESPAGNE DE FIGARO »
L'art et les lettres en Espagne
200 pages, 25 F. H.T.
« IMAGES ET SPIRITUALITÉ DANS L'ŒUVRE ROMANESQUE DE FRANÇOIS MAURIAC »
La révélation d'un auteur en 600 images
200 pages, 25 F. H.T.

- Richard BOLSTER
« LA VIE DE BALZAC »
racontée par Théophile Gautier
Un témoignage attachant
120 pages, 25 F. H.T.
Pierre MOLTO
« LE YOGA AU FIL DES PENSÉES »
Réflexions et dialogues
60 pages, 25 F. H.T.
Georges FAVRE
« LA MUSIQUE RELIGIEUSE DANS LA PRINCIPAUTE DE MONACO »
Le rayonnement artistique de la Principauté
180 pages, 25 F. H.T.
Alphonse PEUCHMAUR
« LA VOIE OPTIMALE »
Un ingénieur parle
120 pages, 25 F. H.T.
Michel COSSART
« PATRICK OU LA RAGE DE VIVRE »
Le témoignage d'un insoumis de soi
30 pages, 25 F. H.T.
Huguette CHARMETANT
« LE CHAT SAUVAGE »
Un geste, une révolte
120 pages, 25 F. H.T.
Docteur JAGOT-LACOUSSIERE
« DES VERTES ET DES PAS MURES »
Des opinions pour tous les jours
100 pages, 25 F. H.T.
Charles QUIGNOLOT
« DE LA BIBLE A L'ULTIME ÉPREUVE SIONISTE 1981-1983 »
Réponses à des questions épineuses
200 pages, 25 F. H.T.

romans

- Sylvie COLLARD
« QUELQUES JOURS EN ENFER »
Passion, violence, destruction
180 pages, 25 F. H.T.
Marie-Madeleine SORTON
« LE MERVEILLEUX PRÉSENT »
Histoire d'un être, peut-être
180 pages, 25 F. H.T.
« LE DEFI DE SON OMBRE »
120 pages, 25 F. H.T.
Sacha LENOR
« TOUT LE MONDE DESCEND »
Une comédie et une tragédie
200 pages, 25 F. H.T.
« CROQUIS D'ESPOIR »
L'attachement humain d'aujourd'hui
120 pages, 25 F. H.T.
Huguette DUREU
« COURAGE DE L'ÉTRANGER »
Une histoire d'homme
200 pages, 25 F. H.T.
Gilles LEBRETON
« L'ÉTOILE DU PARADIS »
L'attachement d'un être
200 pages, 25 F. H.T.
« LE FANTÔME DE SES RÊVES »
L'attachement d'un être
200 pages, 25 F. H.T.
Audrey LESTER
« UN SOLEIL EN DÉCEMBRE »
Un homme vain, un homme
200 pages, 25 F. H.T.
Tatiana STRACHINSKI
« LE QUADRIGE »
Un roman, une histoire, une comédie
120 pages, 25 F. H.T.
« RÉSURRECTION À VENISE »
Un voyage sans retour
200 pages, 25 F. H.T.
« L'AUBE D'UNE NOUVELLE VIE »
Une jeune fille d'aujourd'hui
200 pages, 25 F. H.T.
A. ZULUETA VELASCO
« DESTINS PARALLÈLES ou LE JAUNE ET LE ROUGE »
Une histoire d'homme
200 pages, 25 F. H.T.
« DRAMES POUR UN BARRAGE »
L'homme face à la nature
200 pages, 25 F. H.T.
Joy SOULENAN
« GLWADIS ou L'AMOUR D'ÊTRE FEMME »
Un roman, une histoire, une comédie
200 pages, 25 F. H.T.
« LA COUPURE DE COURANT »
Régimes, vies, les hommes
200 pages, 25 F. H.T.
Dominique BLEUET
« STRANGE TALES »
Histoire d'homme et de mort
200 pages, 25 F. H.T.
Marionette LANG
« ODETTE DE ROUGERAY »
Deux portraits en voyage
200 pages, 25 F. H.T.

- Bernard MOURRET
« HISTOIRES SANS PAROLES »
La vie est un jeu
120 pages, 25 F. H.T.
« LE DERNIER CIGARE »
L'histoire d'un homme
200 pages, 25 F. H.T.
Christophe GOURC'D'ORVAL
« SOUS LE CHÂTEAU »
Une histoire d'homme
200 pages, 25 F. H.T.
André AGY
« APOLOGIE DU RÊVE »
Une histoire d'homme
200 pages, 25 F. H.T.
« JOURNAL D'UNE ÉGOÏSTE »
Une œuvre à quatre mains
200 pages, 25 F. H.T.
G. ZED
« LIMIT UNIVERS »
L'attachement d'un être
200 pages, 25 F. H.T.
« ELZA »
Les sources cachées du monde
200 pages, 25 F. H.T.
Arnaud DUVERNE
« LE VOL DU VAUTOUR »
Il est un être, un monde à tout
60 pages, 25 F. H.T.
André FAURE
« LE COLPORTEUR »
La vie de l'homme
200 pages, 25 F. H.T.
« UN ÊTRE ÉTRANGE »
De l'attachement et de l'homme
200 pages, 25 F. H.T.
Anne DUPUY
« LA FANTASTIQUE AVENTURE »
La découverte de l'écriture
180 pages, 25 F. H.T.
Anne-Marie MAUDELONDE
« POUDRE D'ALADIN »
Au cœur de la folie
180 pages, 25 F. H.T.
Laure CORDELET
« LES CENDRES VIVES »
Une histoire d'homme
200 pages, 25 F. H.T.
Yves GARNIER
« LES DEUX OREILLES ET LA MORT »
Le roman et l'homme
200 pages, 25 F. H.T.
Claude PONTE
« CLARTE SAUVAGE »
De sang, de mort, de vie
120 pages, 25 F. H.T.
René LONG
« LE DERNIER VOYAGE »
La mort d'un être
200 pages, 25 F. H.T.
Marie-Thérèse LANDES
« CEUX DE HAUTE-COMBE »
La passion et l'homme
180 pages, 25 F. H.T.
Anne TAVERNE
« L'HOMME ÉCLATÉ »
Le pègre de l'attachement
200 pages, 25 F. H.T.

- Michel COSSART
« ADRIEN BETHUNE »
Quand la Grande Guerre parle
200 pages, 25 F. H.T.
Jeanne STUMPP
« LA DESCENTE DU TEMPS »
Une histoire d'homme
200 pages, 25 F. H.T.
Isabelle VALLECONI
« LES ILES »
Au bout du voyage, le bonheur
200 pages, 25 F. H.T.
Catherine DALANCON
« LE CLOWN ET L'ARAGONE »
Le sort d'un être
180 pages, 25 F. H.T.
Philippe GAUTIER
« LA TOUSSAINT BLANCHE »
Une anticipation inquiétante
200 pages, 25 F. H.T.
Marc DOMENGE
« SENS UNIQUE »
Sur les traces du temps
60 pages, 25 F. H.T.
ANGIE
« FAIM D'AMOUR, FAIM D'ESPOIR »
Sorte de l'attachement
60 pages, 25 F. H.T.
Marie-José CANER
« CET AUTOMNE PEUT-ÊTRE »
La famille, l'attachement et l'homme
120 pages, 25 F. H.T.
« ET MALGRÉ TOUT IL RESTE ENCORE DES CIGALES POUR CHANTER LE SOLEIL »
Soleil, cigales et attachement
120 pages, 25 F. H.T.
Albert ROYER
« LE ROSSIGNOL A CHANTÉ »
La simplicité des simples
200 pages, 25 F. H.T.
Remy-François HUMEAU
« LES POÈCILES DE SATVIS »
L'attachement et l'homme
120 pages, 25 F. H.T.
Armand FAURE-BRIFTON
« LES MALHEURS DE LOUISON »
Une histoire d'homme
120 pages, 25 F. H.T.
Jean-Denis ELIN
« MÉMOIRES D'UN JEUNE REBELLE »
Un adolescent révolté
100 pages, 25 F. H.T.
EMILIE
« AU QUAI DE L'ABANDON »
La vie quotidienne d'aujourd'hui
120 pages, 25 F. H.T.
Walter ELAROURI
« ANGELLA »
Un homme qui s'est fait pas
120 pages, 25 F. H.T.
Michel RENÉ-MAURICE
« LE CHEVAL ET LA FEMME »
Notre chemin intérieur
200 pages, 25 F. H.T.
Albert MATHIEU
« ALTAIR »
La Martinière humaine
120 pages, 25 F. H.T.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS 4^e. TEL. : 887-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) - Tél. : 887-08-21 ou dans les G.R.D.L. Hachette

حسبنا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	58,45
AUTOMOBILES	48,00	58,45
AGENDA	48,00	58,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	184,84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	12,00	14,10
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	21,00	26,45
AUTOMOBILES	21,00	26,45
AGENDA	21,00	26,45

OFFRES D'EMPLOIS

Pfizer
CENTRE DE RECHERCHE
I Statisticien
Expérience en statistiques appliquées à la biologie humaine. Connaissances en programmation informatique. Bonne connaissance de l'anglais.
Le poste implique un dialogue permanent avec les expérimentateurs (biologistes, biochimistes, biochimistes) et l'unité informatique centrale (P.D.P. 11/70, Fortran).
Adressez C.V. et photo et préférences au Service de Recrutement - Laboratoire PFIZER S.P. 100, 22401 AMBOISE Cedex.

universitaires
Moins de 26 ans - Dégâts oblig. Militaires, dans le cadre du Plan National pour l'Emploi des Jeunes
L'assurance française d'un GROUPE SUISSE D'ASSURANCES de réassurance internationale engage pour le 2e trimestre de septembre 81
12 ATTACHES COMMERCIAUX
Après un contrôle continu des connaissances au cours d'un stage de 6 mois :
7 postes D'ELÈVES INSPECTEURS
5 postes D'ATTACHES D'INSPECTION
(Paris et provincial) leur seront proposés.
La distribution internationale est la fonction des vacataires.
Adressez l'urgence C.V. et N° TELEPHONE pour convocation 1er entretien samedi du 7 au 11 septembre 81 à BEREP, 30 rue Louis Rouquier 92300 Levallois

Grand quotidien national
recherche pour une « mission ponctuelle »
un (e) chef de publicité
6 mois
60.000 F
Publicitaire de métier, ayant une expérience commerciale de 5 à 8 ans en tant que Chef de Publicité dans un support, nous la confierons pour 6 mois la responsabilité d'une partie de notre clientèle. Son talent de négociateur commercial, son sens du marché et sa connaissance approfondie du milieu des annonceurs et des agences le rendront immédiatement opérationnel dans sa mission de fidélisation et de développement.
M. Talandier vous renseignera et recevra votre dossier de candidature sur référence 8745 M.
55, avenue Daumesnil, 75115 PARIS.
Bernard Juhiel
Psycm
Membre de Syntec.

SOCIÉTÉ DE CAUTION MUTUELLE A VOCATION NATIONALE
redacteur
ayant expérience service technique spécialisée dans la rédaction de documents techniques (plans, schémas, etc.) pour des clients du secteur de l'énergie.
Adressez candidature et photo sous n° 1618 Le Monde Publi., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ PRESTATAIRE de services
Bureau d'assistance technique
pour entreprises industrielles
Cabinet d'ingénierie
technico-commercial F.A.P. - P.I.A.
pour montage et montage d'installations sur les plans architecturaux, techniques et fonctionnels (aménagement et conception). Un ou plusieurs services selon l'urgence.
Adressez C.V. et photo au 0287911111, 55 rue de Valenciennes, 75002 Paris.

RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES BATIMENT
Cette Agence locale assure toutes missions d'étude et d'ingénierie du bâtiment, notamment dans le secteur habitation.
Pour en prendre la direction, nous recherchons un ingénieur de Bureau d'Etudes capable d'assurer la gestion d'une petite unité, d'animer son personnel, d'entretenir et de développer les contacts commerciaux, de conduire les études et d'innover techniquement.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé, désireux d'évoluer vers des responsabilités après avoir acquis une expérience en BET bâtiment et plus particulièrement dans le domaine du logement.
Ce poste est à pourvoir en province, à moins de deux heures de Paris. Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, sous réf. M5496 B, un dossier complet de candidature, en précisant leur rémunération actuelle à
EGOR S.A.
8 rue de Bern 75008 Paris
PARIS LYON ALGER NEW YORK OULAY MONTREAL TORONTO

BUREAU MARCEL VAN DIJK
INGÉNIEURS CONSEILS EN MÉTHODE DE DIRECTION
Ingénieur
- 4 à 5 ans d'expérience en organisation administrative ;
- bonne connaissance pratique de l'informatique ;
- créatif, réactif, capable d'animer des actions de formation ;
- pratique courante effective de l'anglais indispensable ;
- une expérience en systèmes d'information documentaire constituerait un atout.
Envoyer C.V. max. 106 bis, rue de Rennes, 75006 PARIS.

emplois régionaux
SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS
implantée en province, au nord de Paris
LE DIRECTEUR
DE DÉPARTEMENT VOYAGEURS
Sous l'autorité de P.D.G., il devra maîtriser les fonctions d'exploitation, de commercial et de gestionnaire d'un parc de 100 véhicules.
Il aura, de plus, des responsabilités de gestion de la flotte de véhicules et de gestion des ressources humaines.
Adressez C.V. maximum détaillé et préférences au 0369 1361, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GÉOPHYSICIEN
Géophysicien parlant couramment l'anglais et le français et avec dix années d'expérience en sismologie est recherché pour une compagnie d'huile et gaz à Paris. La position inclut des contacts avec le gouvernement français. Le salaire est proportionné à l'expérience et aux qualifications. Pour plus d'informations sur cette position, envoyer un résumé à **ELDON HOUSE**, c/o Bernard Simeon, 30, av. de Messine, 75008 Paris, ou téléphoner au 563-13-22.
Nous serons à Paris pour entretiens du 7 au 11 septembre.

Grandes Banques à vocation internationale souhaitent renforcer son
Département Organisation et Méthodes
RECRUTER
un Cadre Classe VII
- ayant une solide maîtrise des opérations ;
- capable de rédiger en anglais comme en français des manuels de procédures ;
- disponible pour des détachements de durée variable à l'étranger.
Le candidat retenu aura, en outre d'une offre de carrière attractive si possible au sein d'un établissement anglo-saxon, appréhender les principes de la comptabilité et de l'informatique bancaires.
Adressez lettre + C.V. à Monsieur BAUDOUIN 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS
Discrétion assurée

ORGANISME MÉDICO-SOCIAL
situé dans ville universitaire de Province
recherche
RESPONSABLE SERVICE SOCIAL
Il ou elle aura à animer et diriger une équipe de 30 personnes (Assistants Sociaux, infirmières à domicile, Travail- leuses familiales).
Grande expérience professionnelle indispensable.
Adressez C.V. à : INTERMEDIA Référence 10-83 55, rue La Fayette - 75009 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

FONDATION EUROPÉENNE D'ACTION SOCIALE, PARIS (19)
souhaitent s'adjointre un
RESPONSABLE DE PROGRAMME (H-F)
Il sera chargé d'analyser les solutions répondant à un besoin social comme un réseau de l'Europe (études de faisabilité, planification, personnel, gestion, etc.), d'élaborer et de mettre en place des réalisations concrètes, d'en suivre et d'en évaluer les résultats sur plan social et financier.
PROFIL REQUIS : 20 ans d'expérience, situation familiale équilibrée, très bon niveau général, sans contacts et des connaissances à tous niveaux, possédant si possible une expérience associative pour être inséparable, efficace au sein d'une équipe dynamique et réalisatrice. Disponibilité pour déplacements en province de courte durée, grande autonomie d'action technique, qualités d'organisation, esprit d'initiative et rigueur.
Envoyer C.V., photo et préférences à/r 028 M. Bédier, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui tr.

Supermarché région SAINT-PIERRE (95)
recherche
libre rapidement
CHEF COMPTABLE
Bon gestionnaire
Tâche disponible
15 ans environ
Tél : 655-25-52

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

EUROPEAN CENTRE FOR MEDIUM RANGE WEATHER FORECASTS
has the following vacancy:
ANALYST/SENIOR ANALYST (A2/A3)
This is an inter-governmental organization, established by 17 European countries and located at Reading, Berkshire, United Kingdom.
The Centre prepares weather forecasts up to 10 days ahead and carries out related research activities for the Member States. The computer control centre is a CIBAT-1, a CDC CYBER 175 and special purpose sub-systems for telecommunications and graphics based on IBM360.
The analyst will be working in the Communications and Graphics Section. He will be developing and taking part in projects regarding design, development, implementation and maintenance of basic software, with emphasis on communications software. He will be part of a team in developing and implementing a local area network to couple the various sections of the Centre.
Applicants should have a university education or equivalent, completed by training in programming and analysis. Solid background in software engineering is required. Communications experience highly desirable.
Fluency in at least one of the Centre's working languages, i.e. English, French or German, and a good knowledge of one of the others is required.
Basic salary: £10,640 to £16,934 per month, net of tax. The Centre has a range of allowances and operates a pension scheme.
Applications forms should be obtained from the Centre or from National Meteorological Services and should be sent, together with C.V., not later than 25th September, to ;
The Director
European Centre for Medium Range Weather Forecasts
Sharncliffe Road
Reading (Berkshire) RG2 9AX
United Kingdom
Telephone : (44) 734-83111 - Telex 841908

Société assistance technique
recherche
pour la Direction de Personnel
Adjoint(e) Recrutement
1^{re} expérience et disponibilité
indispensables.
Ecrire avec photo, C.V. et préférences au préalable au l'annonceur la référence 1718/932 à
MEDIA 94
6 Bd de Valenciennes 75002 Paris
(réponse et discrétion assurées)

Nous sommes une Société Française à vocation et implantation internationale.
Nous occupons avec des "produits leaders" l'un des sous-secteurs les plus dynamiques d'activités dans le monde.
Nous représentons avec nos filiales France et étranger un groupe de 8000 personnes.
Nous recherchons dans le cadre du renforcement de nos structures informatiques un
RESPONSABLE SUPPORT DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES
Le candidat retenu :
- consultera la direction informatique dans la définition des choix en matière de TELETRAIEMENT et BASES DE DONNÉES, définira le cadre de conception et de réalisation de ses systèmes ;
- formera les équipes de développement dans ce domaine ;
- assurera un support actif aux projets télé-traitement et bases de données ;
Une PRATIQUE de 3 ans minimum de développement en C.I.C.S. et D.L. 1 est nécessaire. Une expérience de conduite de projet est souhaitable.
Lieu de Travail : Proche banlieue Parisienne.
Envoyer C.V. maximum, photo et préférences à No 06491, CONTESSÉ PUBLICTÉ, 30, av. de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

44-MEDIA 94

Le Monde

économie

FONCTION PUBLIQUE

Un entretien avec M. Anicet Le Pors

(Suite de la première page)

— Comment vous utilisez le rapport Lasry et, plus précisément, comment et quand la grille des emplois sera-t-elle redéfinie ?

— J'utiliserai certaines informations du rapport de la commission présidée par M. Lasry qui a terminé ses travaux. Mais l'essentiel aujourd'hui est que sur la base des documents accumulés et des idées avancées par les uns et les autres soit élaboré,

discuté et mis au point, en concertation avec les organisations syndicales, un projet cohérent de remise en ordre des traitements. Ce projet, ou tout au moins ses dispositions essentielles, devant être soumis au conseil des ministres avant la fin de l'année. J'y travaille avec mes collaborateurs. C'est dans ce cadre que devraient être étudiés et réglés les multiples problèmes statutaires et ceux relatifs aux divers aspects de primes sur lesquels je ferai la clarté.

Pour un large accord avec les syndicats

— Quelle importance attachez-vous à la signature des organisations syndicales ?

— Les Français ont choisi de changer. Il faut changer aussi dans la fonction publique. C'est le moment pour les organisations syndicales et pour le gouvernement d'inventer ensemble une concertation sociale d'un type nouveau, respectueuse de la liberté et de la personnalité de chacun dans la mise en œuvre commune d'une politique de transformations démocratiques de la fonction publique. Mais, dans ces conditions, il est souhaitable qu'un large accord de toutes les parties puisse se réaliser. En toute hypothèse, le gouvernement respectera, les engagements qu'il aura dû prendre à prendre au cours de la discussion qui commence.

— La différence essentielle entre la politique menée sous le précédent septennat réside précisément dans cette volonté d'approcher globalement des problèmes et, dans la définition d'une politique de rénovation de la fonction publique.

— A quels besoins majeurs correspondent les créations d'emplois prévues dans la fonction publique ? Quel est le calendrier ? Quelles administrations en bénéficieront ?

— Contrairement à certaines appréciations au moment même, la France n'est pas sur-administrée. Il n'y a pas dans notre pays trop de fonctionnaires, d'administrateurs, d'enseignants, etc. En réalité, il n'y en a pas assez.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Les gouvernements de l'ancienne majorité ont multiplié le recrutement de personnels non titulaires dans des emplois publics de caractère permanent. Il y en a probablement quatre cent mille dans la fonction publique nationale et le double en y ajoutant ceux des collectivités locales. Un grand nombre travaillent à l'éducation nationale.

— Au-delà de la mesure de suspension des recrutements que vient de prendre le premier ministre sur sa proposition, et qui sera particulièrement favorable aux femmes et aux jeunes, nous avons prévu, dans le cadre d'un projet de loi actuellement en préparation et d'un plan de titularisation n'excédant pas cinq années, des mesures d'importance.

— A propos des femmes, nous avons annoncé des mesures d'importance.

— J'attache en effet une grande importance à ce problème. Le Conseil supérieur de la fonction publique sera saisi le 16 septembre d'un projet de loi garantissant une véritable égalité entre les hommes et les femmes en matière de recrutement.

— Les fonctionnaires titulaires bénéficient de la garantie de l'emploi, que pensez-vous des services essentiels pour les gouvernements, ou au sujet du financement de l'YRDIC ?

— Aucune décision n'est encore prise sur cette question importante et complexe. La réflexion du gouvernement se poursuit.

Les libertés des fonctionnaires seront fixées avec précision

— Les fonctionnaires ont le droit de grève. C'est ce que nous avons dit. Mais, nous ne pouvons pas le dire sans préciser les conditions de son exercice.

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Quelles dispositions envisagez-vous de prendre pour réduire et aménager le temps de travail dans la fonction publique ? Et dans quels délais ?

— Il faut appréhender globalement tous les aspects de la question : durée hebdomadaire, travail à temps partiel, durée des congés annuels, âge de la retraite, etc. C'est pourquoi, parallèlement aux négociations qui vont prochainement reprendre dans le secteur privé, j'ai mis sur pied une structure de concertation avec les organisations syndicales pour examiner toutes les questions qui se posent à ce sujet. La première réunion aura lieu le 9 septembre.

— La fonction publique doit avoir un caractère exemplaire en ce qui concerne l'organisation du travail et l'aménagement des horaires d'ouverture des services publics. Pour autant, les décisions à prendre dans ce secteur doivent, mieux que dans le passé, être liées à la démarche générale relative pour le secteur privé. Il faut aller vers les trente-cinq heures en réalisant dans un premier temps un objectif important par rapport à la durée réglementaire qui est de quarante et une heures pour les personnels de bureau et de quarante-trois heures et demi pour les agents de service.

— Cependamment la situation réelle présente de grandes disparités de rapports à la connaissance des plus hautes instances.

— Une décision n'est encore prise sur cette question importante et complexe. La réflexion du gouvernement se poursuit.

— Les fonctionnaires ont le droit de grève. C'est ce que nous avons dit. Mais, nous ne pouvons pas le dire sans préciser les conditions de son exercice.

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— même pour des grèves de durée inférieure à la journée. Pour le reste, nous prévoyons une fonctionnalisation des motivations dont le sens qu'elles leur sont étrangères. Dans leur grand nombre, ils ont une haute idée de leur mission de service public.

— Quelles réformes administratives, grandes ou petites, comptez-vous entreprendre dans le cadre de la décentralisation ?

— C'est mon collègue le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation qui conduit cette opération. Celle-ci aura de grandes conséquences administratives. Nous devons nous engager dans cette vaste entreprise avec audace et sérieux afin de répondre aux besoins de notre époque. J'ai reçu mission du premier ministre, M. Pierre Mauroy, d'entreprendre la refonte du dispositif statutaire correspondant à la nouvelle répartition des pouvoirs et des compétences, tant en ce qui concerne la fonction publique nationale que la fonction publique locale. Cette tâche devra être accomplie dans un délai d'environ un an.

— Les Français jugent les administrations trop lentement, trop bureaucratiques. La droite

— Le secret sera l'exception

— Jusqu'à quel point nous sommes-ils d'accord dans la transparence administrative, de la publication de documents ou rapports à la connaissance des plus hautes instances ?

— Plus loin que l'on s'est jamais rendu jusqu'à présent. Vous vous en rendez compte bientôt. Jusqu'ici, le secret était la règle, la communication l'exception. Désormais, la formule sera inversée.

— Quel sera le sort du médiateur ?

— J'ai rencontré M. Robert Fabre il y a peu. Nous avons jeté les bases d'une coopération dont je ne doute pas qu'elle sera fructueuse. Je serai sans doute amené à rendre un décompte à certains de ses propositions de réforme administrative.

— Et celui de l'ERA ?

— Elle est dotée à l'administration française des fonctionnaires de grande valeur. Il faut réfléchir à la manière de lui faire épouser son temps et de définir les moyens qui permettront de mieux répondre, avec toutes les autres écoles et les instituts de formation de l'administration française, aux besoins en matière de qualité, aux besoins existants et aux aspirations démocratiques nouvelles. Je réexaminerai à ce sujet le 24 septembre en me rendant dans les nouvelles installations de l'ERA que M. Cassard d'Estérel avait refait d'inaugurer.

— Quelles idées avez-vous de ce que l'homme de la rue appelle, avec un rien de dédain et un sentiment d'impersonnalité, des « technocrates » ?

— C'est vrai, ils existent, je les ai rencontrés. Ils ne m'ont pas laissé un souvenir impérissable. La technocratie diminue et la démocratie progresse.

— Vous avez récemment déclaré que vous étiez et continuerez à l'être et

— C'est vrai qu'il y a, ici, beaucoup trop de technocrates, des manifestations de bureaucratie détestables. Mais c'est une erreur d'attribuer ces faits de la crise que connaît notre société et qui affecte aussi, par conséquent, son administration. Il faut donc à la fois apporter de réelles solutions à la crise et mettre en œuvre des mesures spécifiques améliorant la rationalité et le caractère humain de l'administration française. Celle-ci doit être largement ouverte à la critique et aux suggestions qui lui sont faites par tous ceux avec qui elle est en relation.

— Ministre communiste, le seul pour le « transport » administratif, ne tentez-vous pas de trouver des solutions aux difficultés rencontrées ?

— Je m'efforce de trouver des solutions aux difficultés rencontrées. Je m'efforce de trouver des solutions aux difficultés rencontrées. Je m'efforce de trouver des solutions aux difficultés rencontrées.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

— Comment répondez-vous, d'autre part, au problème des non-titulaires dont tout nous dit qu'il y a trop ?

— J'ai tenu, à l'occasion de l'année des handicaps, à prendre des mesures spécifiques en faveur de l'insertion dans la fonction publique des personnes handicapées, qui devraient, selon la loi, occuper 5 % des postes. Nous en sommes, hélas ! très loin.

LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)

Etablissement Public du Ministère de l'Éducation Nationale (6 centres d'enseignement - 200 000 élèves)

Assure : ● Des formations scolaires de tous niveaux (écoles, collèges, lycées, enseignements technologiques et professionnels) ● Des préparations aux concours de la Fonction publique des différents ministères (enseignants, administratifs, techniques, police, métiers sportifs, carrières paramédicales et sociales...) ● Certaines formations universitaires (DEUG, Capacité en droit, Expertise comptable...) ● Des sessions de formation continue dans le cadre de la Loi du 16 juillet 1971.

Scolarité : Droit d'inscription annuel : de 181 à 380 F

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS, ÉCRIRE À : CNEC - Ministère de l'Éducation Nationale Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy 75055 PARIS CEDEX 12

CNEC

GSA 82: Le crédit baisse de 3,4%.

Cochez chez Citroën.

Taux effectif global abaissé de 26,55% à 24,85%. Valable sur les modèles GSA 82 pour voitures aux prix des modèles 81 jusqu'à fin septembre. Autre solution : La location longue durée ECOPLAN à partir de 5 ans. Consultez votre concessionnaire.

Exemple d'un crédit 3 ans sans aucun versement comptant pour une GSA 82 CV :

	Prix de vente	Montant du crédit	36 mensualités de	Montant des mensualités	Coût total
Taux nominal	24,25%	36,400 F	1,000 F	13,920,44 F	57,360,44 F
Taux effectif	24,85%	0	1,323,71 F	16,633,56 F	54,833,56 F

Offre limitée au 30 septembre 1981.

CITROËN TOTAL

CITROËN

CONJONCTURE

LA POLITIQUE DU CRÉDIT

Le taux de base bancaire sera abaissé de 0,60%

(Suite de la première page.)

Déjà, à la fin de juillet, M. Delors déclarait à la presse qu'il avait « constaté », et non pas « prévu », le belais de 0,50 % du taux de base bancaire intervenant récemment. « En ai-je été surpris ? », avait-il répondu.

Ce réajustement, partagé par le chef de l'Etat, est explicable dans une période où la lutte contre l'inflation des taux d'intérêt est devenue la préoccupation majeure de la politique économique et sociale.

« C'est une mesure nécessaire », a-t-il déclaré, « et elle est d'ordre technique. Elle ne doit pas être interprétée comme un signe de faiblesse ou de timidité. Elle est le résultat d'une réflexion approfondie et d'un choix délibéré. »

M. CEYRAC : les incertitudes et les contradictions pèsent sur l'investissement

« Dans un monde difficile, une nation ne peut faire entendre sa voix que si son économie est forte, moderne, compétitive, et si elle dispose d'un système financier solide, capable de garantir la sécurité des investissements », a déclaré M. Ceyrac, ministre de l'Économie, le 3 septembre.

« C'est pourquoi, nous devons nous efforcer de maintenir la stabilité de notre monnaie, de garantir la sécurité des investissements, et de promouvoir la croissance économique. »

« Nous devons également nous efforcer de réduire l'inflation, de maintenir la compétitivité de notre économie, et de promouvoir la croissance économique. »

seule s'être établie entre les pouvoirs publics et les banques. Ces derniers protestent en rappelant que, en quelques semaines, au mois de mai, la Banque de France avait porté de 12,50 % à 20 % (taux historique) le taux de l'argent au jour le jour sur le marché de Paris, ce qui avait entraîné la chute de 20 % du cours de la Bourse.

M. Delors a répondu que la Banque de France avait agi de la sorte pour éviter une dévaluation du franc, ce qui aurait entraîné une perte de 20 % du pouvoir d'achat.

Parallèlement, les établissements bancaires ont diminué à trois reprises leur taux de base, le ramenant de 17 % à 15,50 % au début de juillet, puis à 15,00 % et 14,50 % un peu plus tard. Cette réduction des taux a été suivie d'une baisse des taux de l'argent au jour le jour sur le marché de Paris, ce qui a entraîné la chute de 20 % du cours de la Bourse.

M. Delors a répondu que la Banque de France avait agi de la sorte pour éviter une dévaluation du franc, ce qui aurait entraîné une perte de 20 % du pouvoir d'achat.

« On doit comprendre que ces incertitudes et ces contradictions ne peuvent pas peser sur l'investissement. Comment investir si l'on ne sait pas ce que l'on va faire ? », a-t-il déclaré.

« Les chefs d'entreprise attendent du gouvernement qu'il leur indique la direction à suivre, et qu'il leur fournisse les moyens nécessaires pour leur permettre de réaliser leurs projets. »

ÉTRANGER

Le chômage en R.F.A.

(Suite de la première page.)

Lorsqu'il s'agit de réduire le chômage, les gouvernements sociaux-démocrates allemands ont eu recours à une intervention de l'Etat. Les syndicats ont encouragé les entreprises à embaucher, et les entreprises ont embauché.

« C'est pourquoi, nous devons nous efforcer de maintenir la stabilité de notre monnaie, de garantir la sécurité des investissements, et de promouvoir la croissance économique. »

« On doit comprendre que ces incertitudes et ces contradictions ne peuvent pas peser sur l'investissement. Comment investir si l'on ne sait pas ce que l'on va faire ? », a-t-il déclaré.

« Les chefs d'entreprise attendent du gouvernement qu'il leur indique la direction à suivre, et qu'il leur fournisse les moyens nécessaires pour leur permettre de réaliser leurs projets. »

« On doit comprendre que ces incertitudes et ces contradictions ne peuvent pas peser sur l'investissement. Comment investir si l'on ne sait pas ce que l'on va faire ? », a-t-il déclaré.

« Les chefs d'entreprise attendent du gouvernement qu'il leur indique la direction à suivre, et qu'il leur fournisse les moyens nécessaires pour leur permettre de réaliser leurs projets. »

« On doit comprendre que ces incertitudes et ces contradictions ne peuvent pas peser sur l'investissement. Comment investir si l'on ne sait pas ce que l'on va faire ? », a-t-il déclaré.

« Les chefs d'entreprise attendent du gouvernement qu'il leur indique la direction à suivre, et qu'il leur fournisse les moyens nécessaires pour leur permettre de réaliser leurs projets. »

ÉNERGIE

« On doit comprendre que ces incertitudes et ces contradictions ne peuvent pas peser sur l'investissement. Comment investir si l'on ne sait pas ce que l'on va faire ? », a-t-il déclaré.

« Les chefs d'entreprise attendent du gouvernement qu'il leur indique la direction à suivre, et qu'il leur fournisse les moyens nécessaires pour leur permettre de réaliser leurs projets. »

La nouvelle réglementation des dépôts à terme

Jusqu'à présent, la réglementation des dépôts à terme était libre. Les banques pouvaient proposer des dépôts à terme à des taux variables, en fonction de la durée et du montant.

M. Delors a déclaré que la nouvelle réglementation visait à garantir la sécurité des investissements, et à promouvoir la croissance économique.

« C'est pourquoi, nous devons nous efforcer de maintenir la stabilité de notre monnaie, de garantir la sécurité des investissements, et de promouvoir la croissance économique. »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COMPTES EN DOLLARS	COMPTES EN FRANCS	COMPTES EN LIRE	COMPTES EN YEN	COMPTES EN MARK	COMPTES EN ESCUDO
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$

TAUX DES EURO-MONNAIES

	12 MOIS	24 MOIS	36 MOIS	48 MOIS	60 MOIS	72 MOIS	84 MOIS	96 MOIS	108 MOIS	120 MOIS
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$
1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$	1.000 \$

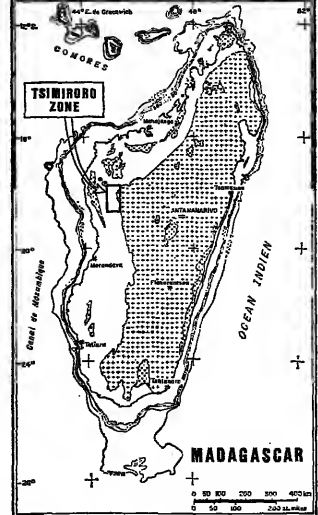
Notes : Les données sont en dollars. Les données sont en francs. Les données sont en lire. Les données sont en yen. Les données sont en mark. Les données sont en escudo.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE MADAGASCAR
APPEL D'OFFRES
OUVERT AUX COMPAGNIES ÉTRANGÈRES

L'Office Militaire National pour les Industries Stratégiques (OMNIS) va lancer prochainement un appel d'offres qui a pour objet l'exploration, le développement et l'exploitation des hydrocarbures en général, mais plus particulièrement de l'important gisement d'huile lourde, de la zone de Tsimirozo, dans le nord du bassin de Morondrovo, situé dans la partie occidentale de l'île de Madagascar.

Les compagnies étrangères, notamment pétrolières, intéressées pourront obtenir à partir du mois de septembre 1981, gratuitement le dossier complet concernant l'appel d'offres auprès de :

D et S Petroleum
200 Pamboina Place,
1035-7th Avenue S.W.
CALGARY,
ALBERTA T2P 3E9
CANADA



CRÉDIT LYONNAIS : M. Claude

Pierre-Brossolette.

« On doit comprendre que ces incertitudes et ces contradictions ne peuvent pas peser sur l'investissement. Comment investir si l'on ne sait pas ce que l'on va faire ? », a-t-il déclaré.

« Les chefs d'entreprise attendent du gouvernement qu'il leur indique la direction à suivre, et qu'il leur fournisse les moyens nécessaires pour leur permettre de réaliser leurs projets. »

- Les groupements ne seront plus soumis à autorisation
- Création d'un statut des associations internationales

● Reprise du travail chez Papla dans le Bas-Rhin. — Au terme d'un accord avec le syndicat, les trente ouvriers qui occupaient l'entreprise Papla (fabrication de serres en plastique pour chaudières de football) de Gunderschoffen, dont une partie des machines avait été démontée par les services de l'occupant pendant les vacances, ont repris leur travail. L'activité de l'usine serait garantie jusqu'au 1^{er} décembre. Les directeurs envisagent d'augmenter les jours d'occupation. A ne plus démonter de machines et à ne pas sanctionner les travailleurs.

L'industrie française du vêtement masculin est en état de «légitime défense»

(1) Le S.E.H.M. va tiendra du 15 novembre : les participants viendront de Vienne et participeront à la conférence. L'adresse : PROMAS, 8, rue de Sébastien, Paris-15^e. Tél. : 226-15-25.

La consommation. — Pour faire repartir, il faudrait baisser le taux de la T.V.A. et lancer une campagne de promotion des productions nationales ;

Les charges. — Il faut faire une réforme du système des charges sociales et des cotisations ;

Les aides. — Les entreprises s'inscrivent, obtiennent un statut, mais les aides ne sont pas adaptées ;

Les charges : modification, voire suppression, de la « taxe professionnelle » ;

Les aides :

Groupes d'entreprises de fait et de bâtiment.

L'assemblée générale ordinaire a élu trois membres du conseil d'administration de M. Paul N. pour une durée de six ans : M. Jean-Louis L. pour la durée de 7 500 000 F, M. Jean-Louis L. pour la durée de 7 500 000 F, M. Jean-Louis L. pour la durée de 7 500 000 F.

Agriculture

Agriculture

● La C.N.S.T.P. mécontente. — Une nouvelle fois c'est l'échec d'une tentative de consensus. La Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans propose de la table ronde sur le prix du lait. Le nouveau pouvoir a subi les chahutages de la F.N.S.E.A. en acceptant une réunion de type interprofessionnel pour sous-dit-on régler le problème du revenu des producteurs de lait. La C.N.S.T.P. qui exige la mise en place d'offices de régulation et des prix différenciés par volume de production, poursuit : « Le rapport de force est trop inégal entre le capitalisme de la distribution, les industries laitières et les paysans ! » pour que nous puissions obtenir des

● M. Mauroy n'exclut pas la

mise en route des tranches trois et quatre de Cattenom. — Le premier ministre « n'exclut pas que les tranches trois et quatre de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle) soient remises en chantier avant la fin de l'année ». M. Mauroy rappelle, dans une lettre au président du Conseil économique et social de Lorraine, M. Guilleume, pourquoi « il était indispensable (...) qu'aucune décision irréversible ne soit prise » avant le débat parlementaire des 6 et 7 octobre.

● Un directeur d'une usine

rendra plusieurs années par ces syndicalistes F.O. — Le directeur d'une société spécialisée dans la fabrication de chaudières, de Gailbey (Vosges), a été retenu dans son bureau durant cinq heures, mercredi 3 septembre, par des syndicalistes de l'union départementale Force ouvrière. Le directeur de l'entreprise, M. Jean-Yves Cornier, qui a déclaré se considérer « comme séquestré », refusait d'amorcer un dialogue sur l'application des accords na-

L'occupation du bureau a pris fin vers 21 heures, M. Cornier s'étant engagé à suturer des

negotiations à 23 heures, la direction des chaudronneries a indiqué ensuite par téléphone aux délégués qu'elle n'était plus disposée à les rencontrer d'une heure aussi avancée de la nuit.

UNE AIDE JAPONAISE
N'A PAS ÉTÉ DEMANDÉE
POUR LA REMISE À FLO
DE LA SOCIÉTÉ LINÉ

Cependant, le ministère précise que ces tarifs publics (ne sont pas) d'une façon générale opposés à une coopération avec le Japon.

● Les organisations syndicales du groupe Boussac-Saint Frères vont demander la convocation dans les délais les plus brefs d'une réunion extraordinaire du comité central d'entreprise de la société. Cette réunion était normalement prévue à la fin du mois de septembre, après la remise du rapport des experts. Mais les syndicats, et notamment la C.G.T., redoutent que l'on prépare un dépôt de bilan de tout le groupe Agache-Wiloot. — (Corresp.)

S

SAINBAPT ET BRICE

Groupe d'entreprises de travaux publics, de génie civil
et de bâtiment à caractère international

L'assemblée générale ordinaire du 12 mai 1981 a renouvelé le mandat de l'assemblée extraordinaire du 12 mai 1980 pour une durée de six ans et a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1980. Le montant de 3 950 306 F pour la société mère et de 7 863 338 F. Au niveau du groupe, elle a décidé la distribution d'un dividende de 100 F par action d'un avoir fiscal de 2,50 F comptable à 1 334 140 actions, contre 1 334 140 actions en 1979.

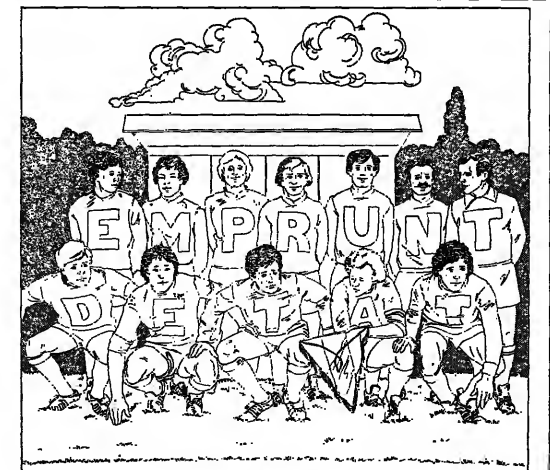
Le président de la République, le général **Yassir Arafat**, a été élu à la présidence de la République le 15 juillet 1981. Le général **Yassir Arafat** a été élu à la présidence de la République le 15 juillet 1981. Le général **Yassir Arafat** a été élu à la présidence de la République le 15 juillet 1981.

[illegible][illegible]

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITE DE FRANCE : Obligations 11 % décembre 1977

Les intérêts courus du 25 septembre 1980 au 24 septembre 1981 sur le placement des obligations de l'électricité de France 11 % décembre 1977 seront payables, à partir du 25 septembre 1981, à raison de 25,00 francs par obligation nominale de 100 francs, contre remise du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après déduction des retenues et la source donne droit à un avoir fiscal de F 110,00 (montant nominal : F 110,00). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôts à la source, le complément de prélèvement Libérateur sera de F 16,69.

[illegible][illegible][illegible]

**ALLEZ
LA FRANCE!**
EMPRUNT D'ETAT
16,75% 6 ANS

قوله: من لا يصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LA DÉCENTRALISATION : « Pour éviter le pire », par Jean-Emile Vie ; « Répondre à la géographie », par Yves Goussard ; « Pour une nouvelle citoyenneté », par Jacques Chénèque ; « Répondre à la géographie », par Claude Carrière ; « Le rôle du président du conseil général », par Jean-Pierre Daux.

ÉTRANGER

3. Après le coup d'état en Centrafrique.
4. EUROPE
5. POLOGNE : le parti entendant garder le droit de choisir les chefs d'entreprise.
6. DIPLOMATIE
7. M. Reagan propose à l'URSS des négociations afin d'éviter « une course aux armements qu'elle ne peut gagner ».
8. PROCHE-ORIENT
9. Les pays du Golfe demandent des éclaircissements au sujet du traité conclu entre Aden, Tadjik et Aden-Abbas.
10. AMÉRIQUES

POLITIQUE

11. Les journaux parlementaires de la R.S.
12. POINT DE VUE : « Les cent jours de l'Assemblée » (III), par Jean-François Daux.

SOCIÉTÉ

13. Un rassemblement de guides près d'Orléans.
14. ÉDUCATION : Réamplifier des méthodes auxiliaires ayant enseigné l'écrit.
15. MÉDECINE
16. SCIENCES : le retraitement des déchets nucléaires.
17. JUSTICE
18. SPORTS : le tournoi de tennis de Flushing-Medow.

LE MONDE DES LIVRES

19. FEUILLETON de Bernard Pouchet : « C'est la confession générale », de René-Nicolas Elie.
20. Claude Simon écrit « Les Géorgiques » : le terme, les hommes, le feu, la sang.
21. Au fil des lectures : la vie littéraire.
22. ROMANS : « Les Géorgiques », de Claude Simon.
23. VOYAGES EN LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES : pays scandinaves, politique et terre.
24. CULTURE
25. FESTIVALS : le cinéma américain à Deauville ; Souvenirs siens.
26. TRANSPORTS : le président Reagan souhaite un renouveau de la libéralisation des avions aériens.

ÉQUIPEMENT

27. FONCTION PUBLIQUE
28. CONJONCTURE : la nouvelle réglementation des fonds à terme.
29. SOCIAL : le statut des étrangers.
30. AFFAIRES

ÉCONOMIE

31. RADIO-TELEVISION (20)
32. INFORMATIONS
33. SERVICES (10)
34. RETOURNABLE, Loterie nationale, Loto, Arlequin, Métopolite, Mots croisés.
35. Journal officiel.
36. Annonces classées (21 et 22) ; Carnet (19) ; Programmes spectacles (19) ; Bourne (27)

Le Monde

publiée par :

- UN ENTRETIEN AVEC M. LANG, ministre de la culture.
- IDÉES : Temps libre.
- LOISIRS ET TOURISME : Tour de France des vacances : Conférences et animations.

PRUNIER Madeleine est ouvert

TOUS LES JOURS

9, rue Dufour (17), 260-36-04

A B C D E F G

Selon la commission des droits de l'homme de l'ONU

Le « droit au développement » est indissociable des libertés individuelles et de la participation

De notre correspondante

Genève. — M. Raul Peralta, président de la trentième session de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, qui siège au Palais des Nations depuis le 3 août, a présenté le 2 septembre, son rapport sur les liens entre les droits de l'homme et le nouvel ordre économique.

Selon le rapporteur, il est urgent, pour que les droits humains élémentaires soient protégés, d'instaurer un nouvel ordre fondé sur l'équité, pour qu'il ne soit vraiment ainsi, toutefois, les minorités, les groupes ethniques, les populations autochtones ne doivent pas être oubliées au profit des masses. De même, il importe que les travailleurs et leurs organisations participent non seulement à la gestion des affaires publiques, économiques, sociales et culturelles, mais aussi à la prise de décision en matière de planification économique et sociale. Il faut aussi « porter à une répartition plus équitable de l'intérieur de chaque pays, de façon que les peuples autochtones de la campagne en luttant d'un monde ordinaire, soient les peuples autochtones de la ville ».

M. Peralta insiste contre une « théorie en vogue à l'heure actuelle dans certains pays » qui prétend qu'un régime répressif est la seule raison d'être dans un régime démocratique.

Il rappelle que l'Assemblée générale de l'ONU a adopté, en 1976, la Déclaration sur les droits de l'homme, qui stipule que « le droit au développement est le droit de tous les peuples à participer au développement économique, social, culturel et politique de leur pays ».

M. Peralta rappelle que la Déclaration sur les droits de l'homme, qui stipule que « le droit au développement est le droit de tous les peuples à participer au développement économique, social, culturel et politique de leur pays ».

M. Peralta rappelle que la Déclaration sur les droits de l'homme, qui stipule que « le droit au développement est le droit de tous les peuples à participer au développement économique, social, culturel et politique de leur pays ».

M. Peralta rappelle que la Déclaration sur les droits de l'homme, qui stipule que « le droit au développement est le droit de tous les peuples à participer au développement économique, social, culturel et politique de leur pays ».

M. Peralta rappelle que la Déclaration sur les droits de l'homme, qui stipule que « le droit au développement est le droit de tous les peuples à participer au développement économique, social, culturel et politique de leur pays ».

nomique ne devrait pas être conçu uniquement du point de vue matériel mais devrait offrir à tous les êtres humains la même possibilité d'expression physique, moral, intellectuel et culturel. Le « droit au développement » doit être défini par « le droit à la vie, le droit à un niveau minimum de sécurité et de bien-être, le droit à la participation à la vie de la communauté, le droit à la liberté de conscience, de religion et de la participation à la vie de la communauté, le droit à la participation à la vie de la communauté ».

ISABELLE VICHIAC.

A France-Inter

- M. GEORGES VALANCE EST NOMMÉ RÉDACTEUR EN CHEF
- M. DOMINIQUE JAMET ASSURERA UNE CHRONIQUE LE MATIN

Mme Michèle Carat, présidente de France-Inter, a nommé jeudi 3 septembre M. Georges Valance, directeur de France-Inter, en tant que chef de France-Inter. M. Valance, qui était directeur en chef adjoint de France-Inter, a été nommé directeur de France-Inter. M. Valance, qui était directeur en chef adjoint de France-Inter, a été nommé directeur de France-Inter.

M. Valance, qui était directeur en chef adjoint de France-Inter, a été nommé directeur de France-Inter.

M. Valance, qui était directeur en chef adjoint de France-Inter, a été nommé directeur de France-Inter.

M. Valance, qui était directeur en chef adjoint de France-Inter, a été nommé directeur de France-Inter.

M. Valance, qui était directeur en chef adjoint de France-Inter, a été nommé directeur de France-Inter.

M. Valance, qui était directeur en chef adjoint de France-Inter, a été nommé directeur de France-Inter.

M. Valance, qui était directeur en chef adjoint de France-Inter, a été nommé directeur de France-Inter.

Avant l'université d'été du parti républicain

M. Jacques Blanc estime que « la priorité va à la bataille pour les idées »

M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, a présenté, ce jeudi 3 septembre, le programme des travaux de l'université d'été qui se déroulera du 7 au 12 septembre, à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Il a annoncé, pour le 28 septembre, la réunion d'un conseil national du P.R. et a souligné la volonté de son parti de s'adapter à sa situation nouvelle en renforçant son effort militant.

« Il faut que tous ceux qui n'ont pas pu participer à l'université d'été trouvent un point d'ancrage », a-t-il déclaré. « Il faut que tous ceux qui n'ont pas pu participer à l'université d'été trouvent un point d'ancrage », a-t-il déclaré. « Il faut que tous ceux qui n'ont pas pu participer à l'université d'été trouvent un point d'ancrage », a-t-il déclaré.

« Il faut que tous ceux qui n'ont pas pu participer à l'université d'été trouvent un point d'ancrage », a-t-il déclaré. « Il faut que tous ceux qui n'ont pas pu participer à l'université d'été trouvent un point d'ancrage », a-t-il déclaré. « Il faut que tous ceux qui n'ont pas pu participer à l'université d'été trouvent un point d'ancrage », a-t-il déclaré.

M. FITTERMAN : nous avançons dans le bon sens

Dans une interview qui doit être publiée par l'Unité Démocratique le 6 septembre, M. Charles Fitterman, ministre des transports, a déclaré que le gouvernement envisageait de prendre des mesures pour améliorer la circulation dans les grandes villes. Il a souligné que le gouvernement envisageait de prendre des mesures pour améliorer la circulation dans les grandes villes.

M. Fitterman a déclaré que le gouvernement envisageait de prendre des mesures pour améliorer la circulation dans les grandes villes. Il a souligné que le gouvernement envisageait de prendre des mesures pour améliorer la circulation dans les grandes villes.

M. Fitterman a déclaré que le gouvernement envisageait de prendre des mesures pour améliorer la circulation dans les grandes villes. Il a souligné que le gouvernement envisageait de prendre des mesures pour améliorer la circulation dans les grandes villes.

M. Fitterman a déclaré que le gouvernement envisageait de prendre des mesures pour améliorer la circulation dans les grandes villes. Il a souligné que le gouvernement envisageait de prendre des mesures pour améliorer la circulation dans les grandes villes.

M. Fitterman a déclaré que le gouvernement envisageait de prendre des mesures pour améliorer la circulation dans les grandes villes. Il a souligné que le gouvernement envisageait de prendre des mesures pour améliorer la circulation dans les grandes villes.

M. Fitterman a déclaré que le gouvernement envisageait de prendre des mesures pour améliorer la circulation dans les grandes villes. Il a souligné que le gouvernement envisageait de prendre des mesures pour améliorer la circulation dans les grandes villes.

L'ORDRE DU JOUR DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT EST FIXÉ

Le décret du président de la République convoquant le Parlement en session extraordinaire, pour le mardi 9 septembre, à Paris, au Palais de l'Assemblée nationale, a fixé l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Le décret du président de la République convoquant le Parlement en session extraordinaire, pour le mardi 9 septembre, à Paris, au Palais de l'Assemblée nationale, a fixé l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Le décret du président de la République convoquant le Parlement en session extraordinaire, pour le mardi 9 septembre, à Paris, au Palais de l'Assemblée nationale, a fixé l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Le décret du président de la République convoquant le Parlement en session extraordinaire, pour le mardi 9 septembre, à Paris, au Palais de l'Assemblée nationale, a fixé l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Le décret du président de la République convoquant le Parlement en session extraordinaire, pour le mardi 9 septembre, à Paris, au Palais de l'Assemblée nationale, a fixé l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Le décret du président de la République convoquant le Parlement en session extraordinaire, pour le mardi 9 septembre, à Paris, au Palais de l'Assemblée nationale, a fixé l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Le décret du président de la République convoquant le Parlement en session extraordinaire, pour le mardi 9 septembre, à Paris, au Palais de l'Assemblée nationale, a fixé l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Le décret du président de la République convoquant le Parlement en session extraordinaire, pour le mardi 9 septembre, à Paris, au Palais de l'Assemblée nationale, a fixé l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Le décret du président de la République convoquant le Parlement en session extraordinaire, pour le mardi 9 septembre, à Paris, au Palais de l'Assemblée nationale, a fixé l'ordre du jour de la session extraordinaire.